

Service Prévention des Risques Anthropiques
2, Rue Augustin Fresnel BP 95058
57071 METZ CEDEX 3

Metz, le 15/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UEM

1 rue des Nonnetiers

57000 METZ

Références : SPRA-2022-R-115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2022 dans l'établissement UEM implanté 1 rue des Nonnetiers 57000 METZ. L'inspection a été annoncée le 04/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les chaufferies collectives, déjà nombreuses, ont vocation à se développer dans les prochaines années dans le cadre des politiques de transition énergétique mises en œuvre par le gouvernement. Néanmoins, ces installations sont potentiellement sources de nuisances ou de risques technologiques. La visite a pour objectif de s'assurer, de manière ciblée, du respect des prescriptions relatives aux risques accidentels que peuvent présenter ces installations notamment au regard des risques générés par les équipements sous pression.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UEM
- 1 rue des Nonnetiers 57000 METZ
- Code AIOT dans GUN : 0006201560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'UEM est autorisée à exploiter sur le site de Metz Borny une centrale thermique réglementée par

l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT-BEPE-27 du 31 janvier 2020. À ce titre, elle est autorisée au titre des rubriques n°3110 et 4801-1 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi en service des équipements sous-pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Mise en demeure, respect de prescription
Chaudière n°4	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Mise en demeure, respect de prescription
Registre d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	/	Mise en demeure, respect de prescription
Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription
Etat des équipements	Autre du 28/12/2016, article R557-14-2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur le suivi en service des équipements sous pression exploités par la société UEM sur le site de Metz Est.

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence quatre non-conformités :

- la liste des équipements sous pression de l'établissement est incomplète,
- le statut de la chaudière 4 doit être clarifié,
- certains équipements sous pression ne disposent pas d'un dossier d'exploitation et d'un registre,
- une tuyauterie de gaz naturel a été identifiée comme n'ayant pas de programme de contrôle.

Compte tenu de ces constats, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport. L'Inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la Préfecture de la Moselle.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Vu la liste des récipients fixes, générateurs de vapeur et des tuyauteries transmise par courriel le 10/01/2022. L'inspection constate toutefois dans cette liste que les informations suivantes sont manquantes : - le type d'équipements ; - le régime de surveillance. En outre, la liste est incomplète : les tuyauteries et récipients contenant du gaz naturel et les tuyauteries uniquement soumises à inspections périodiques (ie. sans requalification périodique) ne sont pas renseignés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Chaudière n°4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La chaudière n°4 n'est pas dans la liste des équipements sous pression du site. L'exploitant déclare qu'elle ne fait plus l'objet des contrôles en service prévus par l'arrêté du 20 novembre 2017. L'exploitant déclare qu'elle n'est pas au chômage mais qu'elle est hors service. Sur le site, la mise hors service de la chaudière n'est pas matérialisée et elle est toujours connectée à l'alimentation du réseau de chaleur.
Observations : Le ministère de l'Environnement a publié sur le site AIDA une série de questions/réponses sur les dispositions de l'AM du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des ESP et RPS. Il est notamment indiqué "Pour qu'un équipement soit considéré « mis hors service », il doit être vidé du fluide qu'il contient et sa mise hors service doit être matérialisée. Cette matérialisation nécessite une déconnexion ou isolement. Le maintien d'une seule vanne en position fermée n'est pas suffisant. Si ces dispositions ne sont pas respectées, l'équipement est considéré en exploitation." L'exploitant doit donc se conformer à cette définition pour la mise hors service de sa chaudière ou la considérer au chômage pour l'application de l'arrêté du 20 novembre 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.[...]
Constats : Vu le dossier d'exploitation pour l'équipement "chaudière 3", TAG CORIM C3, n° de série 2867 de marque LARDET BABCOCK au format papier. L'exploitant précise également disposer d'un dossier au format numérique. L'inspection constate la présence des différentes pièces attendues et, par échantillonnage, la cohérence entre les dates indiquées dans la liste de synthèse et les documents contenus dans le dossier. Les tuyauteries de gaz naturel, ainsi que les autres tuyauteries soumises uniquement à inspection périodique ne disposent pas d'un registre et d'un dossier d'exploitation.
Observations : L'exploitant a fait une recherche des pièces constitutives de l'état descriptif des appareils mais ces pièces sont disséminées dans les dossiers d'exploitation. Une meilleure concaténation des états descriptifs permettrait de trouver plus facilement les informations essentielles, telles que les épaisseurs de calcul, lorsqu'elles sont présentes. Informations relatives à l'équipement contrôlé : Equipement Chaudière 3 (charbon) Générateur d'eau surchauffée LBW 27.5 Constructeur : Lardet Babcock Année de fabrication : 1984 N° 2867 Timbre : 23 bars Capacité : 4.08 m3
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...] III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
Constats : L'exploitant n'a pas établi de programme de contrôle pour la tuyauterie d'alimentation en gaz naturel venant du poste de livraison de GRDF (DN 150, PS 6 bar, n° de fabrication 1150).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Etat des équipements

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2016, article R557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
Constats : Vue la chaudière 3. Sans observations. Tuyauterie d'alimentation en gaz naturel venant du poste de livraison de GRDF, DN 100/150/80, PS 6 bar, n° de fabrication 1150, constructeur inconnu, épreuve du 23/02/2016. L'entrée dans le sol allant vers les installations de l'UEM n'a pas de bande de protection et le revêtement est décollé sur la partie supérieure. Il existe un risque d'infiltration d'eau sous le revêtement, où la corrosion pourra se développer sans qu'elle puisse être détectée par un contrôle visuel.
Observations : La tuyauterie de gaz naturel cheminant en extérieur à proximité de la chaudière ES1 a été examinée lors de la visite. Elle présente des défauts de peinture et des débuts de corrosion au niveau des supportages. L'exploitant n'a pas établi si cette tuyauterie est soumise à l'arrêté du 20/11/2017 (cf constat n°1). L'exploitant doit prendre en compte les constats et observations ci-dessus dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes de contrôles de ses tuyauteries. Le guide DT 96 relatif à l'inspection des tuyauteries en exploitation dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) prévoit, en l'absence de méthode RBI, une fréquence de contrôle pour les tuyauteries véhiculant un fluide de groupe 1 comprise entre 60 et 108 mois. S'il n'est pas opposable aux tuyauteries soumises au régime des équipements sous-pression, ce guide précise qu'il peut être utilisé par les industriels ne disposant pas de méthodologie propre dans le cadre notamment de rédaction de leur programme de contrôle. L'exploitant est invité à se conformer à ces règles de l'art dans l'élaboration de ses programmes de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale